

bulletin hebdo



Démobilisation théoriquement terminée

Managua, 11 juin (Notinic). Le samedi 9 juin, le gouvernement nicaraguayen a donné pour conclu le processus de démobilisation de la contra. Au cours d'une cérémonie symbolique qui a eu lieu dans une zone de sécurité au sud-est du pays (département de Nueva Guinea), la présidente Violeta Chamorro, accompagnée du Cardinal Obando, a annoncé la fin de la guerre. Elle s'adressait à un groupe de plusieurs milliers de contras bardés de cartouchières et le fusil à l'épaule, ces fusils qui, selon une déclaration du Cardinal Obando y Bravo au cours de la messe célébrée à l'occasion, "ont été pour eux comme une compagne, une mère, une amie".

En effet le 9 juin, 7 500 combattants seulement avaient rendu leurs armes. Le 11 juin, selon Agustín Quezada, responsable des casques bleus de l'ONU chargés de superviser la démobilisation, ils sont 11 200 à l'avoir fait et il en manquerait encore plus de 3 000. De plus, les groupes contras de la frontière sud qui n'appartiennent pas à la "résistance" n'ont toujours pas défini leur processus de démobilisation. Quant à Yatama (groupe contra miskito de la Côte Atlantique), ses combattants ne sont toujours pas démobilisés et des inonda-

tions empêchent les casques bleus d'entrer en contact avec eux.

Le conseil de sécurité de l'ONU a accepté de prolonger jusqu'au 29 juin sa mission au Nicaragua. Cette décision entérine de fait un nouveau délai donné aux mercenaires qui, une fois de plus, ont bafoué leurs engagements, ce qui permet de s'interroger sur leurs intentions véritables et de mettre en doute la crédibilité du gouvernement.

Le chef de l'état-major des mercenaires, Franklin, a déjà annoncé qu'il comptait garder un groupe de 500 hommes en armes pour sa sécurité personnelle. De plus, la majorité des armes rendues sont hors d'usage, ce qui laisse supposer que les autres ont été cachées quelque part dans le pays. Le responsable des casques bleus n'a reconnu qu'un seul missile pour tout armement lourd. La contra se prépare-t-elle à maintenir des troupes d'élites?

En même temps qu'elle déploie des manoeuvres pour entraver son désarmement, la contra s'est gagnée d'importants espaces de pouvoir politique et économique. Franklin est déjà en contact avec un espagnol résidant dans le sud du Nicaragua pour un pro-

jet d'extraction de bois qui semble intéresser une compagnie espagnole. Les mercenaires auront la partie belle - ils l'ont déjà eue - à négocier avec un gouvernement constitué de forces qui les soutiennent depuis neuf ans.

Hier, l'ancien président Daniel Ortega a souligné l'injustice que représente ces

SOMMAIRE

Démocratie?

Préoccupation chez les paysans

Les dollars pleuvent, les prétextes s'envolent

La bataille de l'information

Le sexe est un cadeau de Dieu

Ecologie : première initiative centraméricaine

El Salvador : légaliser le mouvement syndical

407 11481

concessions pour les paysans victimes de la contra durant les neuf ans de guerre. De plus, ni le gouvernement, ni la hiérarchie catholique ne se préoccupent du sort des centaines de séquestrés ("pure invention" selon Franklin) qui ne sont toujours pas réapparus. Aujourd'hui, la métamorphose de la "résistance" est en marche mais le sentiment qui domine est que la guerre, contrairement aux déclarations triomphantes de la présidente, n'est que suspendue.

DEMOCRATIE ?

Par Carlos Fonseca Terán

Managua, 7 juin (Notinic). La situation offerte à la contra crée un malaise dans la population. Nous vous proposons la réaction du fils de Carlos Fonseca, fondateur du FSLN, qui s'est exprimé dans les colonnes de "Barricada".

"En se pliant aux conditions de la contra, le gouvernement piétine une fois de plus la légitimité démocratique et la légalité auxquelles il doit son existence. On tombe dans l'absurde : la condition posée par la contra pour ne pas se désarmer ni se démobiliser est précisément de ne pas se désarmer ni se démobiliser. Autre condition et autre concession du gouvernement, le désarmement des coopératives et de la population civile en général. En échange, la contra, dont les actions meurtrières ne sont que trop connues, reste en armes et se transforme en "police rurale".

Pendant que du côté du gouvernement, personne n'exige aucune garantie pour la sécurité des paysans désarmés à proximité des pôles de la mort, les "démocrates" de l'UNO claironnent que la sécurité de ces pauvres contras est une bonne raison pour ne pas accélérer leur démobilisation qui aurait dû être terminée dans trois jours.

Cela, ajouté aux procédés gouvernementaux, indique clairement que le chemin pris n'est pas celui d'une démocratie mais d'une dictature "rafraîchie". La grève récente et la continuelle pression sociale montrent qu'au Nicaragua, la société ne tolérera pas un Etat de fait. Si le gouvernement continue sur sa lancée d'arbitraire et de violation des lois et de la constitution, il pourrait aboutir à un système dictatorial, chaque jour plus palpable et plus rejeté, qui à l'extrême pourrait mener à la guerre civile.

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis qu'un piège tendu à Sandino permettait de l'assassiner, lui et les membres de la coopérative qu'il avait fondée à Wiwilí. Sandino n'avait pas d'alternative dans le contexte politique d'alors. Nous en avons une aujourd'hui. L'histoire ne pardonne pas l'oubli et la naïveté. Il nous a fallu démon-

trer notre volonté de paix, et je crois que nous en avons un peu trop fait. Maintenant, il s'agit de démontrer que la Révolution est irréversible.

PREOCCUPATION CHEZ LES PAYSANS

Par Sonia Vílmez

Managua, 9 mai (Notinic). Le cycle agricole commence avec les premières pluies et les semailles, mais chez la majorité des paysans, l'inquiétude et l'incertitude dominent. Difficultés de crédit, menaces d'expropriation et, pour certains, crainte de voir leur région livrée à la contra : autant de raisons de réduire investissements et production au strict minimum.

Les responsables de la Banque nationale de développement témoignent que les crédits accordés début juin et destinés à la production de consommation nationale ne dépassent pas la moitié des prévisions. Les choix gouvernementaux privilégient la grande production agro-exportatrice et pénalisent les petits et moyens producteurs de riz, haricots, maïs, fruits et légumes, qui se voient proposer des taux d'intérêts prohibitifs (15% annuels) leur interdisant l'accès au crédit qui, de plus, n'est accordé aujourd'hui qu'à ceux qui peuvent présenter un titre de propriété. La plupart d'entre eux n'ont d'autre choix que de se passer de prêts et de ne semer que l'indispensable pour l'auto-consommation. L'arrêt des subventions gouvernementales et des remises ou restructurations de dettes finit d'aggraver la situation de ceux qui ne possèdent pas de liquidités ou dont le faible capital a été entamé par les successives dévaluations.

Encouragés par la volonté gouvernementale de "réviser" toutes les confiscations réalisées par la Réforme agraire, les anciens propriétaires terriens somozistes reviennent de l'étranger. Plus d'une centaine d'entre eux ont déjà fait, ou fait faire, des incursions sur "leurs" domaines, entreprenant des manoeuvres d'intimidation envers des paysans. Une trentaine d'anciens latifundistes producteurs de coton de la région de Chinandega se prévalent du décret sur la mise en louage des terres confisquées (six ont déjà obtenu satisfaction). Dans la région de Matagalpa, 90 unités de production de café sont dans le colimateur. "Toutes ces unités de production sont la propriété de ceux qui les travaillent, qui les gèrent, qui les ont défendues économiquement et les armes à la main. Les bénéficiaires ont été investis dans la construction de 60 crèches, 3 000 maisons et de nombreuses écoles", affirme Jose Rivera, dirigeant de l'Association des travailleurs agricoles (ATC) de la région. "Si la propriété d'Etat n'est pas respectée, nous nous emparerons des propriétés privées laissées à l'abandon", prévient-il en citant une liste de domaines que les propriétaires ont cessé de cultiver pour saboter l'économie sous le précédent gouvernement. La région d'Estelí a vu revenir René Molina, an-

ancien député et associé de Somoza dans les plantations de tabac, actuellement en pourparlers avec le ministre de l'Agriculture pour récupérer ses anciennes terres.

Pourtant, les fonctionnaires du gouvernement se veulent rassurants et affirment que les privatisations se feront "graduellement", que les confiscations ne toucheront pas toutes les terres confisquées et que des salaires "acceptables" seront proposés aux travailleurs agricoles. Pour le moment, le salaire "acceptable" équivalent à un dollar et demi par jour, proposé par le ministère du Travail, vient d'être repoussé par l'ATC qui en réclame trois et demi (à titre d'indication, un litre de lait vaut aujourd'hui un demi dollar).

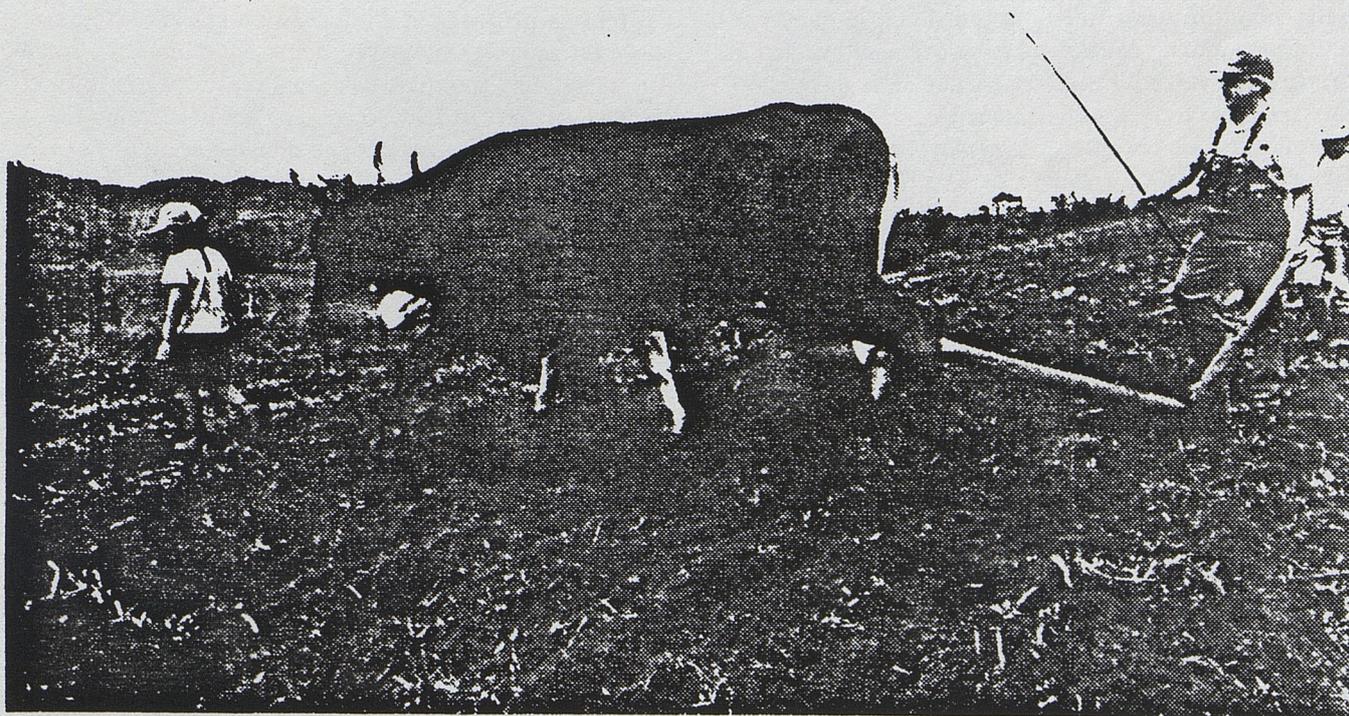
Dans les régions du centre et du sud-est du pays, l'inquiétude est renforcée par l'installation imminente des milliers de contras à qui le gouvernement offre des "pôles de développement" et concède le droit de former leur "police rurale" ainsi que de participer aux pouvoirs locaux et nationaux. Les paysans des zones choisies se demandent à juste titre ce que deviendront les coopératives. Déjà, de nombreux producteurs de bétail se sont mis à brader à bas prix leurs troupeaux. Face à la menace d'une police formée par la contra, beaucoup refusent de rendre leurs armes : "Ce n'est rien d'autre que la légalisation de la garde somoziste et cela aura nécessairement de fortes répercussions sur le milieu rural. Ici, ce n'est pas une simple question de manque de confiance, c'est une question de vie ou de mort", déclare Gustavo Toruño, dirigeant national de l'Union des agriculteurs et éle-

veurs (UNAG). Pour lui, il ne fait pas de doute que l'agriculteur sera victime d'attitudes répressives et revanchardes. Difficile en effet de croire aux vertus d'une police formée par ceux-là mêmes qui continuent à piller les fermes, voler les troupeaux et qui ont fait de la délinquance et du crime leur loi depuis dix ans.

LES DOLLARS PLEUVENT, LES PRETEXTES S'ENVOLENT

Managua, 8 mai (Notinic). L'embargo est levé, les 300 millions de dollars tant attendus sont arrivés des Etats-Unis : le gouvernement n'a plus de prétexte pour ne pas tenir ses promesses. Selon William Hupper, ministre des Finances du gouvernement précédent et Roberto Gutierrez, ancien vice-président de la Banque centrale, cette injection de fonds devrait permettre de stabiliser la monnaie et de freiner fortement le rythme de l'inflation, qui a atteint 126% en mai. L'aide pourrait favoriser la croissance des exportations et donc la réduction du déficit commercial (supérieur à 500 millions de dollars en 89). "Tout dépend de la manière dont elle sera utilisée" concluent les deux anciens fonctionnaires sandinistes.

Telle est également l'opinion de Sergio Ramírez face au "fonds d'aide d'urgence" de 120 millions de dollars accordé durant la Conférence des pays donateurs tenue à Rome les 6 et 7 mai et à laquelle il a assisté en tant que représentant du FSLN. Francisco Mayorga, président de



Le cycle agricole commence

(photo : ANN / NOTINIC)

la Banque centrale, a annoncé sans donner de détails que ces fonds seraient destinés à aider les plus pauvres à faire face aux mesures d'austérité. Les offres nationales sont venues principalement de l'Espagne et de la Suède, qui avaient déjà appuyé le Nicaragua à la précédente conférence (Stockholm, mai 89) et de l'Allemagne, qui elle n'avait pas soutenu le gouvernement sandiniste. S. Ramirez a approuvé "cet effort qui témoigne de l'intérêt de la communauté internationale".

Reste à voir maintenant comment sera redistribuée cette aide, dont n'a pas pu profiter le Nicaragua soumis au blocus et agressé militairement durant les dix dernières années. Le peuple exige aujourd'hui des salaires décents, le maintien de l'emploi, le droit à la santé et à l'éducation. Soumis d'un côté à cette pression populaire et de l'autre à celle de la contre-révolution économique et sociale qu'il projette, le gouvernement doit décider en connaissance de cause de la répartition des centaines de millions de dollars reçus : la stabilité nationale et l'avenir politique des groupes au pouvoir sont en jeu.

LA BATAILLE DE L'INFORMATION

Par Gabriela Selser, repris de Barricada internacional

Managua, juin (Notinic). La lutte pour la conquête de l'opinion publique est engagée. Un gouvernement divisé affronte une opposition sandiniste beaucoup plus unie et bien décidée à récupérer le terrain perdu. Jusqu'aux élections, le FSLN contrôlait totalement le pouvoir ainsi que la majorité des médias. Aujourd'hui, le gouvernement Chamorro ne contrôle ni le mouvement syndical ni l'armée ; il se retrouve confronté à une série de tensions dans ses propres rangs et manque des instruments qui lui permettent de cimenter son pouvoir sans violer la liberté d'expression. Le milieu de la presse s'entend à proclamer qu'une nouvelle bataille commence: celle de l'information.

Au Nicaragua, les médias sont dans leur majorité parfaitement définis politiquement. Les différents groupes en lutte pour le pouvoir se partagent radios, télévision et presse écrite. Là se trouve, selon certains fonctionnaires de l'Etat, "l'essence même de la démocratie". Danilo Lacayo, chef de la Direction de l'information et de la presse de la présidence, affirme que le gouvernement désire maintenir et renforcer une totale liberté d'expression. A peine concède-t-il "quelques petits problèmes" au sujet de certaines radios et d'espaces télévisés achetés avant le 25 avril et dont le gouvernement veut réviser les contrats. "Nous y allons doucement pour le moment, mais nous prendrons les mesures qui s'imposent quand il le faudra", avertit D. Lacayo, avocat et militant du Parti social-démocrate, lié depuis des années à l'ancien dirigeant politique de la contra Alfredo César.

LES OFFICIELS

Le gouvernement dispose de deux médias : la télévision et "Radio Nicaragua", en plus du quotidien La Prensa, propriété de Violeta Chamorro. Aujourd'hui, dans les pages de La Prensa, plus de photos d'enfants en train de mendier ou cirant des chaussures dans la rue. Le quotidien défend la ligne de l'équipe Chamorro et cherche à se démarquer des positions extrémistes du vice-président Godoy.

A LA CHASSE

Si ce dernier et ses alliés politiques ne possèdent pas formellement d'espace de diffusion, ils peuvent compter avec le soutien de radios privées dont les propriétaires leur sont acquis idéologiquement, telles "Radio Corporación" et "Radio Católica", en attendant d'acquiescer leurs propres médias. On parle déjà de la création d'un périodique qui serait fondé par certains leaders de ce courant alliés à des représentants de l'entreprise privée.

La télévision présente chaque soir le Journal télévisé national venu remplacer le Journal télévisé sandiniste. Une équipe de journalistes et de techniciens, tout frais débarqués de Miami, tentent de mettre sur la touche l'ancienne équipe, forte de dix ans d'expérience et qui s'est vu massivement menacée de licenciement lorsqu'au cours de la grève des fonctionnaires, elle s'est emparée d'un espace télévisé pour informer sur le déroulement du conflit. Un deuxième journal, "Extra Visión", dirigé par le prédécesseur de D. Lacayo, Manuel Espinoza, suit chaque jour (à une heure de plus en plus tardive...) le feuilleton du soir. Deux émissions hebdomadaires complètent ce programme d'information télévisée. Ces trois derniers espaces sont privés; deux sont d'orientation sandiniste et déjà soumis à de fortes pressions qui les mettent en danger. D. Lacayo accuse l'administration précédente de leur avoir fait cadeau d'un espace à bas prix en avril et, sans passer par des mécanismes de censure, il sera facile de les étrangler économiquement. "Extra Visión" se voit par exemple réclamer 750 dollars par jour après révision de son contrat.

LA LUTTE POUR LES RADIOS

L'audience de la radio gouvernementale, "Radio Nicaragua", a baissé sensiblement après le 25 avril, lorsque 80% de son personnel l'a abandonnée pour fonder "Radio Ya". Une enquête réalisée à Managua et publiée par La Prensa met cette dernière en tête de l'écoute nationale. Une bonne partie des auditeurs s'est reportée également sur *La Primerísima*, le plus important canal de ce qui fut la Corporation de radiodiffusion du peuple (CORADEP) qui regroupait 17 radios dans tout le pays. D. Lacayo accuse encore les sandinistes d'avoir fait cadeau de ces canaux. En sa qualité de chef du gouvernement, D. Ortega a vendu quelques radios à des journalistes indépendants et a remis *La Primerísima*, considérée

comme une pionnière en matière de radio populaire et participative, à l'Association des professionnels de la radio. Le directeur de *La Primerísima*, William Grigsby, assure que pendant deux ans, elle n'a survécu que grâce à la publicité et aux sacrifices d'un petit groupe de professionnels. "Ce n'est pas un cadeau, nous avons mérité cette radio qui n'existe que grâce à nos efforts. Nous allons subir force attaques, mais nous détenons l'autorité historique, morale et juridique qui nous permet de défendre notre droit à l'antenne".

LA VERITE ET L'EGLISE

Radio católica, propriété de l'Eglise et dirigée par Monseigneur Carballo, "lieutenant" du Cardinal Obando, a suscité certaines inquiétudes par le ton qu'elle a adopté récemment, apparemment en contradiction avec les positions officielles de la hiérarchie catholique. Au début du processus de démobilisation de la contra, certains de ses journalistes ont appelé la population à s'opposer au désarmement. Son émission quotidienne d'information, "Iglesia", a livré ses micros "aux citoyens" qui ont fait à l'antenne une véritable apologie de la guerre. Paraphrasant Monseigneur Romero, le directeur d'*Iglesia* a affirmé qu'il ne faisait que "donner la parole à ceux qui en sont privés". Il a admis cependant que "les tensions politiques rendent impossibles la neutralité ou l'impartialité" en rappelant qu'aussi bien l'Eglise catholique que le Cardinal Obando sont mêlés aux affaires politiques. "Notre ligne éditoriale est de refléter la vérité, mais où est la vérité? C'est une question bien relative, mais chacun a le droit de penser et d'exprimer ce qu'il veut".

CRISE DES STEREOTYPES

La presse écrite n'échappe pas aux remous politiques et sociaux. L'hebdomadaire *La Crónica*, qui prétendait se maintenir à distance du pouvoir, a disparu à la suite de conflits à sa direction (qui était assumée par Luis Guzmán, anciennement du Parti populaire social-chrétien puis rallié au secteur Godoy, et qui a liquidé *La Crónica* dont il est accusé d'avoir volé les biens, NDT).

Alors que *La Prensa* ne manifeste aucune distance vis-à-vis du pouvoir ainsi qu'elle l'a prouvé au cours des récents conflits en s'attaquant férocement aux fonctionnaires en grève, les publications sandinistes luttent de toute leur force pour préserver leur personnalité et exercer une pratique journalistique plus professionnelle et plus moderne. Selon Roger Sánchez, directeur de l'hebdomadaire satyrique *La Semana Cómica*, "un cycle s'achève, un autre commence. Nous les sandinistes, nous voulons maintenir vivantes les idées pour lesquelles nous nous battons, afin de démontrer que le choix de démocratisation de la société n'est pas un échec". Pour Carlos Chamorro, directeur de *Barricada*, "les schémas et stéréotypes sont en crise. La lutte idéologique ne passe plus par la discréditation de l'adversaire mais par un plus fort enracinement populaire et national". Le quotidien *Barri-*

cada, fondé une semaine après le triomphe de la Révolution, a joué pendant dix ans le double rôle d'organe officiel du FSLN et de porte-parole de la politique gouvernementale, ce qui a imposé une limite à sa dynamique propre et à ses capacités de recul face aux lignes officielles. Une profonde remise en question interne permet aujourd'hui à sa direction d'envisager la possibilité de ne plus être l'organe du Front sandiniste. "Nous maintiendrons une ligne éditoriale révolutionnaire, progressiste et sandiniste, mais nous nous ouvrirons à une plus grande pluralité d'opinions", annonce C. Chamorro. La révision des rapports *Barricada*-FSLN permettrait au journal, selon son directeur, d'avoir une plus grande influence sur l'opinion publique avec plus de liberté, aussi bien pour *Barricada* que pour le FSLN.

LE SEXE EST UN CADEAU DE DIEU

Managua, 8 mai (Notinic). "Le sexe est un présent du Seigneur et il n'y a aucune raison d'en faire un tabou. Mais les jeunes vont apprendre à en faire usage ainsi que Dieu le veut, c'est-à-dire à des fins de procréation". Ces paroles n'ont pas été prononcées par quelque pédagogue en soutane du temps de l'Inquisition mais cette semaine par Sofonías Cisneros, ministre nicaraguayen de l'Education. Il annonçait par-là l'élaboration du programme et du nouveau manuel d'éducation sexuelle qui mettront dorénavant les jeunes nicaraguayens au fait des choses de la vie.

Ce nouveau programme, préparé actuellement par un groupe d'enseignants, de médecins et de biologistes, sera destiné à tous les élèves, de la maternelle au secondaire et viendra remplacer l'ancien, jugé indécent par certains secteurs émus à la vue des illustrations que contenait le manuel. Aujourd'hui, finie la débauche, tout sera abordé de manière "discrète" rassure le ministre, car "on ne peut pas se répandre n'importe comment sur ce thème". "Ce thème" sera donc traité avant tout scientifiquement (la reproduction chez les coléoptères?) avec néanmoins quelques conseils moraux. Cisneros explique qu'à travers leur nouveau manuel, les jeunes apprendront à connaître leur sexe sur le plan biologique mais que la question des contraceptifs féminins ne sera pas abordée. "La planification est souhaitable, mais pas à base de pratiques et de contraceptifs réprouvés par l'Eglise. Ce type d'appareils ne sera plus conseillé. L'Eglise préconise d'autres méthodes de planification familiale et c'est celles-ci qui seront promues". Si l'on sait que l'unique méthode reconnue à ce jour par l'Eglise catholique est celle des températures, on peut s'attendre à une natalité galopante au Nicaragua dans les années qui viennent. Cisneros n'a pas annoncé de chapitre relatif à la prévention du Sida, que le gouvernement précédent assumait à travers des campagnes précises et dénuées de contenu moralisateur. Mais peut-être les "maladies honteuses" sont-elles le juste châtement du péché précisément dit "mortel"?

Quoiqu'il en soit, nous espérons que la lecture de cet excitant manuel fera beaucoup rire les jeunes nicaraguayens et qu'ils l'oublieront vite pour opposer à l'obscurantisme et à la culpabilisation leur liberté et leur plaisir.

POLLUTION : L'AMERIQUE CENTRALE REAGIT

Par Darwin Juárez, repris de *Barricada*

Managua, juin (Notinic). On célébrait le 5 juin la journée mondiale pour la protection de l'environnement. Il a été rappelé à cette occasion que dans le Tiers-monde, des millions d'enfants meurent, victimes de la contamination du milieu ambiant. Le Nicaragua et l'Amérique centrale vivent le problème dans toute sa gravité et les organisations écologiques ont décidé d'unir leurs efforts pour y faire face.

Il y a 60 ans, le lac de Managua était condamné à devenir la poubelle de la capitale. La livraison des exploitations minières nicaraguayennes aux multinationales menait à l'empoisonnement au cyanure des rivières de la côte atlantique. Le boom du coton, dans les années 50, faisait des habitants du nord-ouest des privilégiés en matière de pollution due aux pesticides, dont les traces se retrouvaient jusque dans le lait maternel. Aujourd'hui, on peut parcourir le pays en tous sens, il est difficile de trouver une région préservée de la contamination. Jusqu'à la petite Ile du Maïs, au large des côtes atlantiques, qui voient ses plages agressées par la ferraille et les sacs plastiques. Celles de la baie de San Juan del Norte, à l'embouchure du Rio San Juan, sont envahies par toutes sortes de déchets amenés par les courants depuis le Venezuela, le Costa Rica, la Colombie, le Canada.

La pollution atmosphérique n'est pas en reste avec les émanations de chlore de l'usine Penwalt, au nord-ouest de Managua, les odeurs pestilentielles de l'abattoir d'Achualinca, quartier nord de la capitale, les dépôts d'ordures qui augmentent chaque jour, le monoxyde de carbone et les émanations de plomb des automobiles, etc.

Le problème de la pollution n'est pas affaire de spécialistes mais de la société tout entière. Le Tiers-monde, en plus d'être "l'arrière-cour" des pays industrialisés, tend de plus en plus à devenir leur poubelle (une bonne nouvelle: face aux réactions soulevées par un éventuel dépôt de matières toxiques sur la côte atlantique, le gouvernement nicaraguayen a annoncé le 5 juin qu'il repoussait l'offre de l'entreprise étatsunienne, NDT).

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et sa filiale locale, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) ont mis au point une technique qui permet d'évaluer rapidement les sources de pollution. Des membres de diverses institutions nicaraguayennes concernées (agricul-

ture, santé, pêche, environnement), ainsi que des responsables de la santé d'autres pays centraméricains ont pu suivre en avril une première session de formation à cette technique. Peu coûteuse, elle permet de connaître les niveaux de production d'une source de contamination et d'en évaluer l'impact sur le milieu. On peut par exemple calculer facilement les conséquences de la présence d'une agglomération sur le bassin hydrographique ou déterminer la quantité de gaz toxiques dégagés par une mine et ainsi, adapter plus précisément des actions préventives.

Le but de cette initiative régionale est de créer une instance centraméricaine attachée à la protection de l'environnement en fonction de l'amélioration de la santé publique. Certaines lignes d'action sont déjà définies pour les quatre années à venir : contrôle des pesticides, de la qualité de l'eau, des résidus solides, formation de techniciens en écologie, évaluation des conséquences du milieu ambiant sur la santé des populations, etc. 70 organisations centraméricaines oeuvrent déjà dans ce sens et défendent l'idée d'un développement économique différent qui prenne en compte la question écologique. Une des premières actions concrètes sera la création d'un système d'échange d'information sur les marées rouges afin de prévenir leurs conséquences - le Nicaragua a connu une alerte entre novembre et janvier derniers.

En matière d'environnement, un changement de politique et de mentalités est urgent et cet effort de regroupement régional représente un premier pas.

SALVADOR : LEGALISER LA LUTTE SYNDICALE

Repris de Pensamiento Propio

Managua, mai (Notinic). En octobre dernier, le local de la Fédération nationale des travailleurs salvadoriens (FENASTRAS) était l'objet d'un attentat sanglant qui causait la mort de dix dirigeants syndicaux et servait d'étincelle à l'offensive menée par la guérilla, en novembre. Héctor Recinos, ancien secrétaire national de FENASTRAS, emprisonné de 1980 à 1984, est aujourd'hui un des dirigeants les plus actifs du mouvement syndical. Il a répondu aux questions de Pensamiento Propio sur la situation actuelle du mouvement social au Salvador.

Pensamiento Propio: Six mois après l'offensive, quelles sont les perspectives du mouvement syndical ?

Héctor Recinos: Pour le moment, nous en sommes à la phase de récupération, après la désorganisation et la dispersion politique. Nous devons reprendre le contrôle, réorganiser les différentes branches, remplacer les camarades qui ont dû quitter le pays, ceux qui ont été emprisonnés et assassinés. Cette restructuration est en bonne voie.

PP: Comment le mouvement peut-il se développer aujourd'hui, dans le cadre de la répression?

HR: Beaucoup de changements s'imposent à la suite des transformations survenues dans les pays de l'Est, après l'invasion du Panama et les élections nicaraguayennes. Tous ces événements ont eu des conséquences sur le mouvement populaire, syndical et politique et nos forces doivent s'adapter. L'offensive de novembre a démontré que lorsque la guerre est le facteur déterminant, tous les espaces se ferment; là où prévaut la lutte armée, l'espace politique est nul. Lorsque les balles parlent, il n'y a pas de place pour les mots. En réponse à l'offensive, le gouvernement a bouclé tous les espaces. Privé de la liberté d'expression, d'organisation et de mobilisation, le mouvement populaire a subi la terreur, la sale guerre psychologique menée par le gouvernement pour discréditer les dirigeants, couper la base de sa direction et détruire ses organisations. A chaque action du FMLN, le gouvernement a répondu par une agression contre les organisations syndicales et cela a instauré la peur.

Nous nous sommes rendus compte que nous devons changer nos méthodes. Nous avons compris qu'une structure trop verticale amène le mouvement à se réduire, à se radicaliser, une partie de la base se perd, les lignes politiques prévalent sur les lignes revendicatives. Nous devons partir de la réalité et assouplir nos analyses, démocratiser nos structures. Nous sommes en train de récupérer ce que nous avons perdu depuis longtemps, la plupart des branches syndicales ont gagné des adhérents. Nous avons commencé à faire légaliser les syndicats; il faut élire les directions, même en plein état de siège. Le gouvernement ne voulait pas donner la personnalité juridique aux syndicats stratégiques, ceux de l'eau, des transports, de la pêche. Nous menons la bataille pour la législation, nous réouvrons des locaux syndicaux, nous nous rencontrons au niveau national. Nos forces ont passé deux tests avec succès: le premier à l'occasion de la marche du 24 mai, pour l'anniversaire de la mort de Monseigneur Romero, où nous nous sommes intégrés au Débat national; le second pour la manifestation du 1er mai.

PP: Quelles leçons tirez-vous de la période passée? Quelles sont vos critiques?

HR: Nous critiquons certains militants qui ont reproduit au sein des structures syndicales les méthodes qui prévalent dans les partis politiques. Cela restreint la démocratie interne et les intérêts politiques entrent en conflit avec les intérêts sectoriels. Un secteur donné entre avant tout en lutte sur des questions économiques et sociales. Il y a eu divorce, avec une répercussion négative sur l'adhésion au mouvement syndical. Nous pouvons parler au nom des secteurs que nous représentons mais pas au nom du peuple. Ni le FMLN ni le gouvernement ne sont les représentants absolus du peuple. Le gouvernement représente une partie de la population, le FMLN une au-

tre, et les partis politiques, les forces sociales et syndicales, certains secteurs.

Nous nous reconnaissons dans la lutte extra-légale, qui s'est combinée avec la lutte légale. Nous nous sommes radicalisés et avons opté pour la lutte non légale parce que le régime nous y a obligés, parce qu'il était impossible de lancer autrement nos revendications. Le gouvernement nous a enfermés dans ce cadre-là pour nous réprimer plus facilement. L'affrontement a été plus fort mais nous avons perdu beaucoup de nos dirigeants et de notre base. La lutte légale a été marginalisée. Aujourd'hui, la situation est différente. Cela ne signifie pas qu'il ne faut plus combiner les deux formes mais que la lutte légale prédomine.

PP: Pensez-vous que, des deux cotés, il y ait une volonté réelle de négocier?

HR: En ce moment, le gouvernement n'a pas beaucoup d'espace: il est en contradiction avec ses forces armées et avec le patronat, pour des raisons économiques. Il est totalement rejeté par le peuple. Difficile pour lui de faire des alliances. Il se voit de plus soumis à de fortes pressions internationales, y compris de la part des Etats-Unis, qui poussent à une négociation véritable.

L'offensive a permis aux forces sociales de retrouver leurs propres bannières, alors qu'avant le FMLN répondait pour elles. Aujourd'hui, ces forces se sont lancées dans des formes de lutte et de propagande leur permettant d'avancer leurs revendications et de définir leur projet de démocratie, qui passe par l'organisation d'élections libres, le règlement des problèmes de la faim et de la survie des secteurs les plus pauvres.

PP: Et s'il y a des élections libres?

HR: Nous y croyons, le FMLN s'est déjà prononcé dans ce sens. Déjà, certains éléments de la négociation laissent penser qu'elles pourraient se dérouler dans les mêmes conditions qu'au Nicaragua. Dans ce cas-là, nous y participerons et nous pensons que Cristiani les perdra.

PP: Pensez-vous que la paix se rapproche?

HR: Cela dépendra de l'entrée en jeu de différentes formes de lutte, d'organisation, et du développement des organisations qui poussent vers une issue négociée.



EN BREF

FSLN. 300 délégués des comités de base de Managua se sont réunis le 10 juin pour discuter et analyser les causes de la défaite électorale et définir les lignes d'action immédiates. Cette "convention du peuple de Managua" clôt la première étape d'un intense débat auto-critique entrepris par le parti depuis le mois de mai à tous les niveaux. Elle s'est terminée par l'élection des représentants de Managua à la Grande Assemblée nationale, qui se réunira prochainement et qui convoquera à son tour à un congrès extraordinaire qui se tiendra l'an prochain. La convention de Managua a signalé les erreurs commises par le FSLN, en particulier dans la direction, les méthodes et le style de travail. Elle a proposé de créer une commission chargée d'enquêter sur les cas de corruption de certains fonctionnaires dont le comportement personnel a nui au prestige du Front sandiniste. Elle a souligné la nécessité de maintenir l'unité des forces révolutionnaires pour défendre les nicaraguayens contre un gouvernement à tendance dictatoriale et totalitaire.

LUTTES. A la suite de la manifestation organisée le 10 juin le gouvernement a accepté de négocier avec le Front national des travailleurs (FNT). Un accord a été signé prévoyant un rattrapage sur le salaire des fonctionnaires de 65 % pour le mois de mai et pour juin, une augmentation équivalente à celle du prix de 29 produits de base. De plus, le plafond des revenus mensuels soumis à l'impôt a été relevé. Le gouvernement s'est engagé par ailleurs à réintégrer les salariés de la Fonction publique

licenciés pour motif politique. Pour les autres licenciements, ils devront être justifiés par des raisons économiques. On remarque que le précédent accord, celui du 16 mai, n'a pas été respecté. Il est notable aussi que le gouvernement est en train d'asphyxier les entreprises nationalisées, qui souffrent également de la chute des ventes liée à la baisse du pouvoir d'achat. Tout laisse à penser par exemple que les entreprises textiles vont fermer. Déjà Texnica (1 900 salariés) a mis son personnel en chômage technique.

CORDOBA-OR. L'électricité sera désormais facturée en cordoba-or (un cordo-or = un dollar). Au moment de payer, la somme sera convertie en cordoba courant selon le cours du cordoba or, c'est-à-dire le cours du dollar. Le prix de l'électricité, qui était subventionné par l'Etat, va progressivement augmenter jusqu'à atteindre le coût réel du service. La même politique va être appliquée aux autres tarifs publics. Inutile de préciser que les salaires, eux, ne seront pas dollarisés.

RETOUR DE SOMOZA JUNIOR ? Des rumeurs instantanées laissent à penser que le fils de Somoza, "El Chigüín", va revenir au Nicaragua. Aux bons temps de la dictature, il dirigeait la fameuse EEBI, l'école des cadres de l'infanterie devenue au fil du temps le corps de répression le plus terrible. "El Chigüín" aimait participer lui-même à la chasse aux opposants et à leur torture.

IMPRESSUM NOTINIC Noticias de Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie des bulletins hebdomadaires en français et allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich pour ce numéro: Elisa Moos. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

JA/PP

8034 Zürich

abonnement-poste

imprimé à taxe réduite